
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JANVIER 1923.

Projet de loi approuvant le traité de commerce belgo-polonais.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement belge et le Gouvernement polonais, désireux de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays ont décidé de conclure un traité de commerce.

Ce traité constitue, en quelque sorte, un traité d'établissement. Il est destiné à donner aux relations commerciales belgo-polonaises une base juridique, tout en donnant aux hommes d'affaires des deux pays la conviction que leur Gouvernement respectif possède une charte qui le met à même de défendre les droits de ses ressortissants.

Depuis deux ans, la Pologne a conclu des Conventions commerciales avec un certain nombre d'Etats, notamment avec la Suisse, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Yougoslavie et la France. Les trois premières de ces conventions sont basées sur la clause de la nation la plus favorisée.

C'est pour ne pas se trouver vis-à-vis de la Pologne dans une situation d'infériorité par rapport aux puissances désignées ci-dessus que le Gouvernement belge s'est décidé à signer le traité de commerce qui est ci-joint. Ce traité est conclu sur la base du principe de la clause de la nation la plus favorisée, avec réciprocité. La Belgique bénéficiera ainsi des réductions tarifaires accordées par la Pologne aux pays avec lesquels la Belgique est en concurrence sur le marché polonais.

Il ne pouvait, en effet, être question de conclure avec la Pologne un traité à tarifs. En effet, le nouveau régime douanier belge qui comportera un tarif

minimum et un tarif maximum, n'étant pas encore voté, ne peut actuellement servir de base à un traité, pas plus que l'ancien tarif qui sera prochainement abrogé.

Le traité belgo-polonais, est conclu pour un an, renouvelable par tacite reconduction et dénonçable moyennant préavis de trois mois. Il convenait de ne pas se lier pour une période trop longue de façon à conserver la liberté de notre politique douanière. D'autre part il fallait assigner au traité une certaine durée; le but de celle-ci est, en effet, de donner une base juridique aux rapports commerciaux entre les deux pays, et il importait que cette base présentât une stabilité suffisante pour permettre aux intéressés d'y trouver les garanties que les Etats contractants ont voulu leur donner.

Le terme d'un an est en rapport avec nos engagements résultant d'autres traités de commerce en vigueur, dont l'échéance est, il est vrai, arrivée, mais qui se prolongent d'année en année par tacite reconduction.

Il a paru important de bien spécifier, *in extenso* tous les points sur lesquels porte la clause de la nation la plus favorisée. Ce traité devant servir de charte aux commerçants et industriels en relation avec la Pologne, sa valeur pratique sera d'autant plus considérable que le texte de la Convention sera plus explicite et plus complet.

Aussi, relève-t-on, dans le texte du traité, des stipulations relatives à l'établissement, à l'exercice du commerce et de l'industrie, aux droits d'ester en justice, à la propriété, aux droits et taxes intérieures, au transit, au régime des voyageurs de commerce, des navires marchands et à la question de l'émigration.

Telle est l'économie générale du traité belgo-polonais ci-annexé. Par cette convention la Pologne se voit préservée pour le présent des majorations de taxes dont le Gouvernement peut frapper les produits originaires des pays à change déprécié, et pour l'avenir, elle a l'assurance d'obtenir, si le projet de nouvelle législation commerciale entre en vigueur, le tarif minimum que comportera le nouveau tarif douanier belge.

De son côté, la Belgique se voit mise, au point de vue de son commerce d'exportation, sur un pied de parfaite égalité avec les autres pays et bénéficie de tous les avantages que la Pologne a accordés ou accordera par ses traités de commerce présents et à venir.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

HENRI JASPAR.

TRAITÉ DE COMMERCE

entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la Pologne.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES agissant tant en Son Nom qu'au nom de la GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG en vertu d'accords existants, d'une part et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un Traité de Commerce approprié au régime transitoire actuellement en vigueur dans leur pays respectif et ont nommé à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Henri JASPAR, Son Ministre des Affaires Étrangères,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Monsieur le Comte Ladislas SOBANSKI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Polonaise près de Sa Majesté le Roi des Belges,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes établis dans les territoires de l'autre Partie ou y résidant temporairement jouiront, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie dans les territoires de l'autre Partie Contractante, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions, que les ressortissants de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de chaque Partie Contractante recevront sur les territoires de l'autre Partie Contractante par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé aux ressortissants de la Nation la plus favorisée.

Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie Contractante, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, et ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et accès libre auprès des autorités. Ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de se servir pour la sauvegarde de leurs intérêts, d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

ARTICLE 3.

Les sociétés civiles et commerciales qui sont valablement constituées d'après les lois d'une des Parties Contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Les sociétés civiles et commerciales ainsi reconnues de chacune des Parties Contractantes pourront, en se soumettant aux lois de l'autre, s'établir sur le territoire de cette dernière, y fonder des filiales et succursales et y exercer leur industrie. Sont toutefois exceptées les branches du commerce et les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, telles les Sociétés d'assurances et les Sociétés financières, seraient soumises à des restrictions spéciales, applicables à tous les pays.

Ces Sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif, auront libre et facile accès auprès des tribunaux et ne seront pas soumises à des taxes, contributions et généralement à aucunes redevances fiscales, autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés du pays.

ARTICLE 4.

Les droits et les taxes intérieures perçues pour le compte de l'Etat, des provinces et des communes ou autres institutions publiques qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce ou ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 5.

Les ressortissants, ainsi que les sociétés civiles et commerciales de chacune des deux Parties Contractantes, ne pourront dans aucun cas être soumis, pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante, à des droits, taxes, tarifs de transport, impôts, limitation des prix ou des rayons de vente, charges sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou seront exigés des nationaux.

Ils seront dispensés du paiement des emprunts et des dons nationaux forcés ainsi que de toute autre contribution, de quelque nature que ce soit, qui seraient imposés pour les besoins de guerre.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et fonction officielle

obligatoire, administrative ou judiciaire, sauf en matière de tutelle. Il ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre une juste indemnité.

ARTICLE 6.

Tous les produits du sol ou de l'industrie originaires et en provenance du territoire douanier de l'une des Parties Contractantes qui seront importés sur le territoire douanier de l'autre Partie Contractante et qui sont destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexpédition, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la Nation la plus favorisée. Notamment, ils ne pourront, en aucun cas, être soumis à des droits ni plus élevés, ni autres, ni à des restrictions autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la Nation la plus favorisée.

Les exportations à destination d'une des Parties Contractantes ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard, ni soumises à d'autres restrictions.

Chacune des Parties Contractantes s'engage donc à faire immédiatement et sans autres conditions, profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de toute réduction de droits ou de taxe qu'elle a déjà accordés ou pourrait par la suite accorder, sous les rapports susmentionnés, à titre permanent ou temporaire à une tierce nation.

Les Parties Contractantes sont convenues que les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure reconnue indispensable aux conditions économiques actuelles.

ARTICLE 7.

Les dispositions fixées par l'article 6 ne s'appliquent pas :

1° aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans le trafic-frontière avec les pays limitrophes ;

2° aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ou économique ;

3° au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute-Silésie.

ARTICLE 8.

Sous l'obligation de réexpédition ou de réimportation dans le délai de trois mois et de la preuve d'identité, sous réserve éventuelle du cautionnement ou de la consignation des droits et de la taxe de transmission ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires, et d'une manière générale à charge d'observer les règlements en vigueur dans la matière, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1° pour les échantillons passibles de droits de douane y compris ceux des voyageurs de commerce ;

2° pour les objets destinés aux expositions et aux concours.

ARTICLE 9.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois postaux, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux pays seront réciproquement exemptes de tout droit de douane, exception faite des droits de statistique et de surveillance.

Aucune des deux Parties Contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour raison de sûreté et de sécurité publiques ainsi que de sécurité nationale;
- b) Pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux ;
- c) Pour les contrefaçons et les marchandises qui dans un des États Contractants font l'objet d'un monopole d'État.

ARTICLE 10.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront, par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile, pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie Contractante. Aussi longtemps que les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg, voyageant en territoire douanier polonais pour le compte d'une maison belge ou luxembourgeoise, y seront exempts du paiement de l'impôt sur le revenu, il en sera de même par réciprocité, pour les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en territoire douanier polonais, voyageant en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg pour le compte d'une maison établie en territoire douanier polonais, le droit de la nation la plus favorisée restant d'ailleurs réciproquement sauvegardé.

Les industriels (commis-voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation, pourront avoir avec eux des échantillons mais point de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées conformément au modèle de l'annexe.

Les Parties Contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer des cartes de légitimation, ainsi que les

dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les dits voyageurs seront, de part et d'autre, admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de trois mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soient pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

ARTICLE 11.

Les entreprises d'émigration autorisées dans l'un des deux pays bénéficieront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre pays, des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé. Elles pourront désigner comme représentant officiel indistinctement un ressortissant belge ou polonais.

Les agents d'émigration autorisés dans l'un des deux pays bénéficieront dans l'autre, en se conformant aux lois, décrets et règlements sur la matière, et quel que soit le port d'embarquement des émigrants, du traitement national en tout ce qui concerne les autorisations, les taxes et autres facilités.

ARTICLE 12.

Les navires et bateaux portant pavillon de l'une des deux Parties Contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du Gouvernement, d'administration publique, de communes ou d'organisations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujettis à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous le pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs chargements, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège, ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des Parties Contractantes étant que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les dispositions qui précèdent, ne font pas obstacle à ce que chacune des

deux Parties Contractantes réserve pour le pavillon national, le cabotage, la pêche, dans les eaux territoriales, ainsi que le remorquage et autres services du port.

Les navires et bateaux naviguant sous le pavillon de l'une des Parties Contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité du dit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre partie contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

Les certificats de jaugeage délivrés aux bâtiments de chacun des deux pays suivant la méthode Moorsom seront respectivement reconnus sous des modalités qui seront précisées ultérieurement après échange des règlements applicables à la matière.

ARTICLE 13.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement, sur leurs territoires, en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans le présent Traité, le traitement de la Nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois, que les stipulations énoncées dans les articles précédents, en tant qu'elles garantissent le traitement de la Nation la plus favorisée, ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers.

ARTICLE 14.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur trois mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double à Bruxelles, le trentième jour du mois de décembre 1922.

HENRI JASPAR.

C^{te} L. SOBANSKI.

ANNEXE.

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce
pour l'année 19..... N° de la carte.....

(Armoiries)

valable pour la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la Pologne.

Porteur :

(prénoms et nom de famille.)

Fait à le 19.....

(Sceau)

(Autorité compétente)

(Signature.)

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à sous la raison est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison à qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante (désignation de la fabrique ou du commerce) à des maisons suivantes.

il est certifié, en outre, que la dite maison est tenue d'acquitter dans les dites maisons sont tenues
ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de ^{son} leur commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Marques particulières :

Signature du porteur,

AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison des maisons susmentionnée. Il pourra avoir avec lui des échantillons mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

NOTA. — Là où le modèle contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes suivant les circonstances du cas particulier.

PROTOCOLE DE CLOTURE.

A Bruxelles sont présents :

pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg :

Monsieur Henri JASPAR, Ministre des Affaires Etrangères,

pour la Pologne :

Monsieur le Comte Ladislas SOBANSKI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Polonaise près de Sa Majesté le Roi des Belges.

Avant de procéder à la signature du Traité de Commerce entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République Polonaise, les sous-signés Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1. — PROCÉDURE D'ARBITRAGE.

S'il s'élevait entre les Parties Contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des dispositions de ce Traité, le litige, si l'une des Parties Contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

Pour chaque litige, le Tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties Contractantes nommera comme arbitre parmi ses ressortissants deux personnes compétentes; les Parties Contractantes s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'un État tiers. Les Parties Contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

Au premier cas d'arbitrage, le Tribunal arbitral siégera dans les territoires de la Partie Contractante défenderesse; au second cas dans les territoires de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement dans les territoires de chacune des Parties Contractantes celle des Parties sur les territoires de laquelle siégera le Tribunal désignera le lieu du siège; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties Contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le Tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le Tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections.

En ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et d'experts, les autorités de chacune des Parties Contractantes, sur requête adressée par le Tribunal d'arbitrage au Gouvernement compétent, prêteront leur assistance comme aux Tribunaux civils du pays.

II. — EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE 2.

Il est entendu que les dispositions de l'article 2, selon lesquelles les ressortissants des deux Parties Contractantes auront le droit d'ester en justice, devant les Tribunaux, sur un pied d'égalité avec les nationaux, ne s'appliquent pas à l'assistance judiciaire gratuite, à la dispense de la caution *judicatum solvi*, à l'administration de la succession mobilière, ni à la situation vis-à-vis de ses créanciers du ressortissant des Parties Contractantes déclaré en état de faillite sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ces matières étant réservées pour des accords spéciaux.

III. — EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE 6.

a) Etant donné que les produits énumérés à l'article 6 doivent être originaires des deux Parties Contractantes, les autorités douanières auront la faculté d'exiger la production de certificats d'origine.

b) Vu que l'article 6 de ce Traité accorde aux produits du sol et de l'industrie des deux Parties Contractantes le traitement de la Nation la plus favorisée, les deux Parties Contractantes constatent que l'établissement, pour cause de dépréciation du change, de surtaxes ou de coefficients de majoration de droits d'entrée, frappant les produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie, qui ne s'appliqueraient pas à tous les autres pays, serait contraire à l'esprit du présent Traité.

IV. — EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE 11.

Le Gouvernement belge, en conformité de la législation belge sur l'émigration, assurera aux émigrants polonais aussi bien dans le royaume que sur les bateaux qui chargeront les émigrants, la même protection qu'il accorde aux émigrants belges.

Il s'engage, en outre, à prendre soin à ce que sur chaque bateau qui fait le service avec le port d'Anvers et qui transporte des émigrants polonais, se trouve un interprète approuvé par les autorités belges du service de l'émigration.

V. TRANSFERT DE FONDS.

Aussi longtemps que dureront en Pologne les mesures restrictives concernant l'exportation des capitaux, la Pologne autorisera les Sociétés ou firmes belges ou les Sociétés ou firmes polonaises dans lesquelles des capitaux belges sont engagés exerçant une industrie ou un commerce en Pologne, à exporter librement de Pologne, les sommes qui leur seront nécessaire pour le paiement de leurs dividendes, coupons d'obligations ou d'actions, intérêt et remboursements d'emprunts ou autres dettes.

Les exportations de capitaux ainsi autorisées se feront sous le contrôle du Ministère des Finances de Pologne.

Comte L. SOBANSKI,
Henri JASPAR.

(12)

ANNEXE AU N° 108.

BIJLAGE VAN N° 108.

PROJET DE LOI

approuvant le traité de commerce
belgo-polonais du 30 décembre 1922.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Minis-
tre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etran-
gères est chargé de présenter, en
Notre Nom, aux Chambres Législa-
tives, le projet de loi dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce conclu le
30 décembre 1922 entre la Belgique
et la Pologne sortira son plein et
entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 jan-
vier 1923.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Belgisch-
Poolsch handelsverdrag van 30 De-
cember 1922.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Onze Minister van Buitenland-
sche Zaken is belast, in Onzen Naam,
bij de Wetgevende Kamers het
ontwerp van wet aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 30ⁿ December 1922 tus-
schen België en Polen gesloten han-
delsverdrag zal zijne volle en alge-
heele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 15 Ja-
nuari 1923.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Henri JASPAR.

Van s' Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*



(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JANUARI 1923.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Belgisch-Poolsch Handelsverdrag van 30 December 1922.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De Belgische Regeering en de Poolsche Regeering, wenshende de handelsbetrekkingen tusschen de beide landen te bevorderen en uit te breiden zijn overeengekomen een handelsverdrag te sluiten.

Dit verdrag is in zekere mate een vestigingsverdrag. Het is bestemd om aan de Belgisch-Poolsche handelsbetrekkingen een rechtelijken grondslag te geven, terwijl het aan de zakenmannen der beide landen de overtuiging geeft dat hunne respectieve Regeering een oorkonde bezit die haar in staat stelt de rechten harer onderhoorigen te verdedigen.

Sedert twee jaar heeft Polen handelsovereenkomsten gesloten met een zeker aantal Staten, inzonderheid met Zwitserland, Roemenië, Tsjecho-Slowakije, Italië, Oostenrijk, Spanje, Nederland, Joego-Slavië en Frankrijk. De drie eerste dezer Overeenkomsten zijn gegrondvest op de clause van meestbegunstiging.

Om zich tegenover Polen niet in een ondergeschikten toestand te bevinden ten opzichte der hierboven vermelde Mogendheden, heeft de Belgische Regeering besloten het hierbijgaande handelsverdrag te ondertekenen. Dit verdrag is gesloten met als grondslag het beginsel der clause van meestbegunstiging met wederkeerigheid. België zal aldus het voordeel genieten der tariefverminderingen door Polen verleend aan de landen waarmede België op de Poolsche markt concurreert.

Het was immers onmogelijk op dit oogenblik met Polen een tariefverdrag te sluiten. Het nieuwe Belgische tolregiem dat een minimum — en een maximum — tarief zal omvatten werd door de Kamers nog niet aangenomen en kan dus thans niet dienen als basis voor een verdrag, zoomin als het oude tarief dat binnenkort zal afgeschaft worden.

Het Belgisch-Poolsche verdrag is gesloten voor een jaar, hernieuwbaar bij stilzwijgende overeenkomst en opzegbaar mits drie maanden op voorhand te

verwittigen. Het was niet wenschelijk een verbintenis voor een te lange tijdsruimte aan te gaan ten einde de vrijheid onzer toepolitiek te bewaren. Langs den anderen kant was het noodig aan het Verdrag een zekeren duur te geven; het heeft immers voor doel aan de handelsbetrekkingen tusschen de beide landen een rechtelijken grondslag te geven, en het kwam er op aan dat deze basis een voldoende vastheid bood opdat de belanghebbenden er de waarborgen zouden in vinden die de Verdragsluitende Staten hun hebben willen geven.

De termijn van een jaar stemt overeen met onze verbintenissen die voortvloeien uit andere van kracht zijnde handelsverdragen, waarvan de verval-tijd voorbij is maar die van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd worden.

Het scheen van belang al de punten waarop de clause van meestbegunstiging betrekking heeft *in extenso* aan te geven. Daar dit verdrag als charter moet dienen voor de handelaars en de nijveraars die betrekkingen onderhouden met Polen zal zijne practische waarde des te grooter zijn naarmate de tekst der Overeenkomst duidelijker en vollediger zal zijn.

Er komen dan ook in den tekst van dit verdrag bepalingen voor betreffende de vestiging, het uitoefenen van handel en nijverheid, het recht om in rechte te handelen, den eigendom, de inlandsche rechten en taxen, den doorvoer, het regime der handelsreizigers, der koopvaardijschepen en de kwestie der landverhuizing.

Ziedaar de algemeene zin waarin het bijgevoegde Belgisch-Poolsch verdrag is opgevat. Door dit verdrag is Polen voor den tegenwoordigen tijd gevrijwaard tegen de verhoogingen van rechten, die de Regeering kan leggen op de voortbrengselen uit landen met lage wisselkoersen, en voor de toekomst is het zeker, indien het ontwerp van nieuwe handelswetgeving in werking treedt, het genot te verkrijgen van het minimum-tarief dat opgenomen zal worden in het nieuwe Belgische tollarief.

Van zijne kant wordt België ten opzichte van zijn uitvoerhandel op een voet van volkomen gelijkheid gesteld met de andere landen en geniet het al de voordeelen die Polen verleend heeft of zal verleenen door zijne huidige of latere handelsverdragen.

De Minister van Buitenlandsehe Zaken.

HENRI JASPAR.



HANDELSVERDRAG

tusschen België, het Groothertogdom Luxemburg en Polen.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijnen Naam als in Naam der GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG krachtens de bestaande overeenkomsten aan de eene zijde, en de PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK aan de andere zijde, evenzeer wenschend de handelsbetrekkingen tusschen de beide landen te bevorderen en uit te breiden, hebben besloten een Handelsverdrag te sluiten dat geschikt zij voor het thans in hunne respectieve landen heerschend overgangsregiem en hebben te dien einde tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Henri JASPAR, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK :

Graaf Ladislas SOBANSKI, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister der Poolse Republiek bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen,

welke, na hunne in goeden en in behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL 1.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij gevestigd of er tijdelijk verblijvend, zullen, wat het inrichten en het uitoefenen van eenigen handel of eenige nijverheid betreft op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij dezelfde rechten, voorrechten, vrijdommen, gunsten, en vrijstellingen genieten als de onderhoorigen der meest begunstigde Natie.

ARTIKEL 2.

De onderhoorigen van elke Verdragsluitende Partij zullen op het Grondgebied der andere Verdragsluitende Partij ten opzichte van hunnen rechtstoestand, hunne roerende of onroerende goederen, hunne rechten en belangen, dezelfde behandeling genieten als die verleend aan de onderhoorigen der meest begunstigde Natie.

Zij zullen vrij zijn hunne zaken op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van een tussenpersoon hunner eigen keuze te regelen en zij zullen, mits zich naar de lands-

wetten te gedragen, het recht hebben in rechte te verschijnen en vrijen toegang hebben bij de overheden. Zij zullen al de rechten en vrijdommen der landgenooten genieten en gelijk deze zullen zij de vrijheid hebben zich voor de bescherming hunner belangen te bedienen van advocaten of van door hen zelf gekozen lasthebbers.

ARTIKEL 3.

Het gerechtelijk bestaan van de burgerlijke of handelsmaatschappijen die op geldige wijze volgens de wetten van een der Verdragsluitende Partijen opgericht zijn en hun maatschappelijken zetel op haar grondgebied hebben, zal door de andere partij erkend worden op voorwaarde dat zij geen ongeoorloofd doel of een doel in strijd met de goede zeden nastreven, en zij zullen, mits zich naar de wetten en reglementen te gedragen, vrijen en ongehinderden toegang hebben tot de Rechtbanken, hetzij om er eene rechtsvordering in te stellen, hetzij om er zich te verdedigen.

De aldus erkende burgerlijke en handelsmaatschappijen van elk der Verdragsluitende Partijen zullen, mits zich te onderwerpen aan de wetten der andere, zich op het grondgebied dezer laatste kunnen vestigen, er bijkantoren of bijhuizen stichten en er hunne nijverheid uitoefenen. Een uitzondering wordt echter gemaakt voor de takken van den handel en de nijverheid, die wegens hunnen aard van algemeen nut, zooals de assurantie-maatschappijen en de financieele maatschappijen aan bijzondere voor alle landen toepasselijke beperkingen onderworpen zouden zijn.

Eens dat deze maatschappijen toegelaten zijn overeenkomstig de wetten en voorschriften die van kracht zijn of zullen zijn op het grongebied van het respectieve land, zullen zij vrijen en gemakkelijken toegang hebben tot de rechtbanken en zullen zij niet onderworpen zijn aan rechten, belastingen en in het algemeen aan fiscale cijzen welke van anderen aard of hooger zouden zijn dan die welke aan de maatschappijen van het land opgelegd worden.

ARTIKEL 4.

De inlandsche rechten of taxen geheven voor rekening van den Staat, de Provincies en de Gemeenten of andere openbare instellingen en die gelegd zijn of zullen worden op het voortbrengen, het bereiden van goederen of het verbruiken van eenig artikel op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, zullen de voortbrengsels, goederen en artikelen der andere Partij niet in meerdere mate of op meer hinderlijke wijze mogen treffen dan de inlandsche voortbrengsels, goederen of artikelen van denzelfden aard of dan die der meest begunstigde Natie.

ARTIKEL 5.

De onderhoorigen, zoowel als de burgerlijke en de handelsmaatschappijen van elk der beide Verdragsluitende Partijen, zullen in geen enkel geval voor het uitoefenen van hunnen handel of van hunne nijverheid op het grond-

gebied der andere Verdragsluitende Partij onderworpen kunnen worden aan rechten, taxen, vervoertarieven, belastingen, beperkingen van prijzen of van verkoopgebieden, en lasten onder gelijk welke benaming, die van anderen aard of zwaarder zouden zijn dan die welke geëischt worden of zullen worden van de landgenooten.

Zij zullen ontslagen zijn van de betaling van verplichte leeningen en nationale giften zoowel als van elke andere bijdrage van welken aard ook welke voor de behoeften van den oorlog zouden opgelegd worden.

De onderhoorigen van elk der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere vrijgesteld zijn van elken militairen dienst en van elk verplichtend officieel, bestuurlijk of gerechtelijk ambt, behalve in zake voogdij. In vredes- en in oorlogstijd zullen zij slechts verplicht zijn tot de militaire dienstverleeningen en opeischingen welke aan de landgenooten worden opgelegd, in dezelfde mate en volgens dezelfde beginselen als deze laatsten en tegen eene rechtvaardige vergoeding.

ARTIKEL 6.

Al de voortbrengselen van den grond of van de nijverheid afkomstig van of uitgevoerd uit het tolgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, die ingevoerd zullen worden op het tolgebied van de andere Verdragsluitende Partij en die bestemd zijn, hetzij om verbruikt, hetzij om in de stapelhuizen opgeslagen, hetzij om opnieuw verzonden te worden, hetzij voor den doorvoer, zullen tijdens den duur dezer Overeenkomst onderworpen worden aan de behandeling verleend aan de meest begunstigde Natie. Zij zullen zonderheid in geen enkel geval onderworpen kunnen worden noch aan hoogere, noch aan andere rechten, noch aan andere beperkingen dan die de voortbrengselen of de goederen der meest begunstigde Natie treffen.

De uitvoeren met bestemming naar eene der Verdragsluitende Partijen zullen door de andere met geene andere of hoogere rechten of taxen belast worden dan bij den uitvoer derzelfde voorwerpen naar het te dien opzichte meest begunstigde land, noch aan andere beperkingen onderworpen worden.

Elke der Verdragsluitende Partijen verplicht zich dus de andere onmiddellijk en zonder verdere voorwaarden te doen genieten van elke gunst, van elk voorrecht of van elke vermindering van rechten of van taxen welke zij aangaande bovenstaande zaken aan eene derde Natie blijvend of tijdelijk reeds verleend heeft of in het vervolg zou kunnen verleenen.

De Verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen dat de beperkingen of verboden betreffende den in- of uitvoer van zekere goederen slechts gehandhaafd zullen worden gedurende den tijd en in de mate waarin zij noodzakelijk zullen gemaakt zijn door de huidige economische omstandigheden.

ARTIKEL 7.

De door artikel 6 vastgestelde beschikkingen zijn niet van toepassing op :
1^o de voorrechten verleend of die later verleend zouden kunnen worden

door een der Verdragsluitende Partijen in het grensverkeer met de aangrenzende landen;

2^o de bijzondere gunsten uit een tol- of economisch verbond voortvloeiend;

3^o het voorloopig tolregime tusschen de Poolsehe en Duitsehe gedeelten van Opper-Silezië.

ARTIKEL 8.

Onder verplichting van wederverzending of van wederinvoer binnen de drie maanden en van het bewijs der eenzelvigheid, onder voorbehoud eventueel der borgstelling of der inbewaargeving der rechten en der overdrachtstaxe of van de belasting op den omzet, en in het algemeen op voorwaarde dat de ter zake van kracht zijnde reglementen in acht worden genomen, wordt de vrijstelling van elk in- en uitvoerrecht wederkeerig vastgesteld :

1^o Voor de aan douanerechten onderworpen stalen met inbegrip van die der handelsreizigers;

2^o Voor de voorwerpen bestemd voor tentoonstellingen of wedstrijden.

ARTIKEL 9.

De beide Verdragsluitende Partijen verbinden zich elkander wederkeerig vrijheid van doorgang te verleen en langs de voor den internationalen doorvoer meest geschikte wegen aan personen, reisgoederen, koopwaren en voorwerpen van elken aard, postzendingen, schepen, booten, rijtuigen en wagons of andere middelen van vervoer, en waarborgen onder dit opzicht aan elkander de behandeling der meest begunstigde Natie.

De koopwaren van elken aard die door een der beide landen gaan zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van elk douanerecht, de statistiek- en toezichtsrechten uitgezonderd.

Geen der beide Verdragsluitende Partijen zal echter gehouden zijn den doorgang te verleen en aan reizigers aan wien het betreden van zijn grondgebied verboden zou zijn. De doorvoer der koopwaren zal verboden kunnen worden :

a) om redenen van openbare en nationale veiligheid ;

b) om gezondheidsredenen of als voorzorg tegen ziekten van dieren en van gewassen ;

c) voor de namaaksels en de koopwaren die in een der Verdragsluitende Staten het voorwerp van een Staatsmonopolie uitmaken.

ARTIKEL 10.

De handelaren, de fabrikanten en andere nijveraars, die door eene erkenningskaart afgeleverd door de overheden van hun land zullen bewijzen dat het hun toegelaten is eene nijverheid uit te oefenen in den Staat waarin zij hunne woonplaats hebben, zullen, hetzij persoonlijk, hetzij door in hunnen dienst zijnde handelsreizigers, aankopen mogen doen en, zelfs stalen met

zich dragend, mogen trachten bestellingen te verkrijgen op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij. Zoolang gezegde in België en in het Groot-Hertogdom Luxemburg gevestigde handelaren, fabrikanten en andere nijveraars of handelsreizigers in het Poolsch tolgebied reizend voor rekening van een Belgisch of Luxemburgsch huis, aldaar vrijgesteld zullen zijn van de belasting op het inkomen, zal hetzelfde geschieden bij wijze van wederkeerigheid voor de in het Poolsche tolgebied gevestigde handelaren, fabrikanten en andere nijveraars of handelsreizigers in België en in het Groot-Hertogdom Luxemburg reizend voor rekening van een in Poolsch tolgebied gevestigd huis, terwijl trouwens het recht der meest begunstigde natie gewaarborgd blijft.

De nijveraars (handelsreizigers) die van eene herkenningkaart voorzien zullen zijn, zullen stalen maar geene koopwaren bij zich mogen hebben.

De erkenningkaarten worden afgeleverd overeenkomstig het model der bijlage.

De Verdragsluitende Partijen zullen elkander wederkeerig mededeelen welke de Overheden zijn belast met de aflevering der erkenningkaarten, alsmede de beschikkingen waarnaar de reizigers zich moeten gedragen in het uitoefenen van hunnen handel.

De aan het douanerecht onderworpen voorwerpen als stalen door gezegde reizigers ingevoerd, zullen van beide kanten vrij van in- en uitvoerrechten worden toegelaten, op voorwaarde dat deze voorwerpen zonder verkocht te zijn weder uitgevoerd worden binnen de drie maanden en dat de identiteit der ingevoerde en wederuitgevoerde voorwerpen geen twijfel laat.

Het weder uitvoeren der stalen zal in beide landen gewaarborgd moeten worden bij het binnenkomen, hetzij door het nederleggen van het bedrag der respectieve donanerechten, hetzij door borgstelling.

ARTIKEL 11.

De in een der beide landen toegelaten ondernemingen van landverhuizing zullen onder alle opzichten op het grondgebied van het andere land dezelfde rechten, voorrechten, vrijdommen en uitzonderingen genieten als de gelijksoortige ondernemingen van het meest begunstigde land. Zij zullen als officiële vertegenwoordiger zonder onderscheid een Belgischen of een Poolschen onderhoorige mogen benoemen.

De in een der beide landen toegelaten landverhuizingsagenten zullen in het andere, mits zich te gedragen naar de ter zake bestaande wetten, decreten en reglementen, welke ook de haven van inscheeping der landverhuizers zij, de nationale behandeling genieten voor alles wat de toelatingen, taxen en andere faciliteiten betreft.

ARTIKEL 12.

De schepen en booten, die de vlag van een der beide Verdragsluitende Partijen voeren, welke op ballast of geladen de wateren of havens van de andere Partij zullen binnenvaren of die er uit zullen varen, welke ook de

plaats van hun vertrek of van hunne aankomst zij, zullen niet onderworpen worden, zoowel bij het in-als bij het uitvaren en bij de doorvaart, aan eenig recht of taxe, onder welke benaming ook, in naam of ten voordeele van de Regeering, van openbare besturen, van gemeenten of van gelijk welke organismen geheven, die van anderen aard of hooger zouden zijn dat die welke thans opgelegd zijn of in het vervolg zouden kunnen worden op de vaartuigen van het land zelf. Hunne ladingen, van welken oorsprong ook, zullen geene andere noch hoogere invoerrechten betalen en zullen aan geene andere lasten onderworpen zijn dan wanneer zij onder de vlag van het land zelf zouden ingevoerd zijn. Hunne passagiers en dezer reisgoederen zullen eveneens behandeld worden alsof zij onder de vlag van het land zelf zouden reizen.

Wat betreft het plaatsen der schepen en booten, het laden en lossen daarvan in de havens, reeden, vloedhavens en dokken, en in het algemeen voor alle gelijk welke formaliteiten of beschikkingen waaraan de handelsvaartuigen, hunne bemanningen en hunne ladingen onderworpen kunnen zijn, wordt overeengekomen dat aan de vaartuigen van het land zelve geen enkel voorrecht, noch eenige gunst, verleend zal worden, welke die van den anderen Staat ook niet zouden genieten; daar het de wil van beide Verdragssluitende Partijen is dat ook onder dit opzicht hunne vaartuigen op den voet eener volkomen gelijkheid behandeld worden.

De voorafgaande beschikkingen verhinderen niet dat de beide Verdragssluitende Partijen der kustscheepvaart, het visschen in de territoriale wateren, zoowel als het slepen en andere havendiensten voor hun eigen vlag voorbehouden.

De schepen en booten, die onder de vlag van eene der Verdragssluitende Partijen varen en voorzien zijn van de scheepspapieren en documenten vereischt door de wetten van het land dezer vlag, zullen van rechtswege erkend worden als hebbende de nationaliteit van gezegd land in de territoriale en binnenwateren en in de havens der andere Verdragssluitende Partij, zonder dat het noodig zal zijn andere bewijzen te leveren.

De getuigschriften van tonnemaat aan de vaartuigen van elk der beide landen volgens de methode Moorsom afgeleverd, zullen respectievelijk erkend worden, volgens de modaliteiten die later nader bepaald zullen worden na uitwisseling der ter zake toepasselijke reglementen.

ARTIKEL 13.

De beide Verdragssluitende Partijen waarborgen elkander wederzijds, op hunne grondgebieden, de behandeling der meest begunstigde natie, voor alles wat de verschillende bestuurlijke of andere formaliteiten betreft, welke noodig gemaakt zijn door de toepassing der in deze Overeenkomst vervatte beschikkingen.

Het is echter verstaan dat de in de voorafgaande artikelen uitgedrukte bepalingen, voor zoover zij de behandeling der meest begunstigde natie waarborgen, geenszins afbreuk doen aan de bijzondere wetten, verorde-

nngen en reglementen in zake handel, nijverheid, politie, algemeene veiligheid en de uitoefening van zekere ambachten of beroepen, welke in elk der beide landen van kracht zijn of zullen worden en toepasselijk zijn op al de vreemdelingen.

ART. 14.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen te Brussel zoodra mogelijk uitgewisseld worden.

Het zal in werking treden den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingen.

Het Verdrag wordt gesloten voor den tijd van een jaar. Wanneer het echter bij het verstrijken van dezen termijn niet opgezegd is, zal het stilzwijgend voor een onbepaalde periode verlengd worden en zal te allen tijde opgezegd kunnen worden.

In geval van opzegging zal het nog van kracht blijven gedurende drie maanden, te rekenen van den dag waarop een der Verdragsluitende Partijen aan de andere kennis gegeven zal hebben van haar voornemen er de uitwerking van te doen ophouden.

Ter Oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag onderteekend hebben.

Gedaan in dubbel te Brussel, den dertigsten der maand December 1922.

(Get.) H. JASPAR.

(Get.) L. SOBANSKI.

BIJLAGE.

Erkenningskaart voor handelsreizigers
voor het jaar 19. . . . N^r der kaart.

(wapen)

geldig voor België, het Groothertogdom Luxemburg en Polen.

Houder :

(voornamen en familienaam)

opgemaakt te., den. 19. . . .

(stempel)

(bevoegde overheid)

(handteekening)

Er wordt bevestigd dat de houder dezer kaart een (aanwijzing der fabriek of van den handel) bezit te. onder de firma. als handelsreiziger in dienst is der firma. te. die aldaar een (aanwijzing der fabriek of van den handel) bezit.

Daar de houder dezer kaart wenscht bestellingen te verkrijgen en aankopen te doen voor rekening van zijn firma, zoowel als voor de volgende *firma*, (aanwijzing der fabriek of van den handel) te *firma's*,

wordt er bovendien bevestigd dat gezegde firma gehouden is in dit land gezegde firma's gehouden zijn de wettelijke belastingen te betalen voor de uitoefening van ^{zijnen} hunnen handel (nijverheid).

Persoonsbeschrijving van den houder :

Ouderdom :

Lengte :

Haar :

Bijzondere kenteekenen :

Handteekening van den houder.

BERICHT.

De houder dezer kaart zal niet mogen naar bestellingen zoeken of aankopen doen dan al reizende en voor rekening van het bevestigde huis. der bovengemelde huizen. Hij zal stalen maar geene koopwaren bij zich mogen hebben. Hij zal zich trouwens moeten gedragen naar de in elken Staat van kracht zijnde beschikkingen.

Nota : Daar waar het model een dubbelen tekst bevat, zal het voor het opmaken der kaart te gebruiken formulier de noodige ruimte moeten hebben voor den eenen of den anderen tekst naar de omstandigheden van elk afzonderlijk geval.

SLOTPROTOCOL.

Te Brussel zijn tegenwoordig :

Voor België en het Groothertogdom Luxemburg :

De heer Henri JASPAN, Minister van Buitenlandsche Zaken.

Voor Polen :

Zijne Excellentie Graaf Ladislas SOBANSKI, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Poolsche Republiek bij Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

Alvorens over te gaan tot de onderteekening van het Handelsverdrag tusschen België, het Groothertogdom Luxemburg en de Poolsche Republiek, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden overeengekomen aangaande hetgeen volgt :

I. — SCHEIDSRECHTERLIJKE PROCEDURE.

Indien er tusschen de Verdragsluitende Partijen een geschil zou ontstaan over de uitlegging of de toepassing der beschikkingen van dit Verdrag, zal het geschil, indien een der Verdragsluitende Partijen zulks vraagt, geregeld worden door middel van een scheidsgerecht.

Voor elk geschil zal het scheidsgerecht op de volgende wijze samengesteld worden : elk der Verdragsluitende Partijen zal als scheidsrechters onder zijne onderhoorigen twee bevoegde personen benoemen ; de Verdragsluitende Partijen zullen overeenkomen aangaande de keus van een opperscheidsrechter, onderhoorige van eenen derden Staat. De Verdragsluitende Partijen behouden zich voor op voorhand en voor eene te bepalen tijdruimte den persoon te benoemen die, in geval van geschil, het ambt van opperscheidsrechter zal vervullen.

Voor het eerste scheidsrechterlijk geval zal het Scheidsgerecht zetelen op het grondgebied der verwerende Verdragsluitende Partij ; voor het tweede geval op het grondgebied der andere Partij, en zoo voorts beurtelings op het grondgebied van elk der Verdragsluitende Partijen ; diegene der Verdragsluitende Partijen op wier grondgebied de rechtbank zal zetelen, zal de plaats aanwijzen, waar zij zal zitting houden ; zij zal de lokalen, de klerken en het dienstpersoneel noodig voor de werking der Rechtbank moeten verstrekken. De Rechtbank zal voorgezeten worden door den opperscheidsrechter. De besluiten zullen genomen worden bij meerderheid der stemmen.

De Verdragsluitende Partijen zullen zich met elkander verstaan, hetzij voor elk geval van scheidsgerecht, hetzij voor al de gevallen, aangaande de door de Rechtbank te volgen procedure. Bij gebrek aan overeenstemming zal de procedure geregeld worden door de Rechtbank zelve. De procedure zal schriftelijk kunnen geschieden indien geene der Partijen daartegen bezwaar heeft.

Wat de dagvaarding en het verhoor der getuigen en der deskundigen betreft, zullen de Overheden van elk der Verdragsluitende partijen, op ver-

zoek der Scheidsrechtbank, aan de bevoegde Regeering hunne hulp verleen en gelijk aan de burgerlijke rechtbanken van het land.

II. WAT BETREFT ARTIKEL 2.

Het is verstaan dat de beschikkingen van artikel 2 volgens welke de onderhoorigen der beide Verdragsluitende Partijen het recht hebben op gelijken voet met de landgenooten voor de rechtbanken in rechte te handelen niet van toepassing zijn op den kosteloozen gerechtelijken bijstand, op de vrijstelling der borgstorting *judicatum solvi*, op het beheer der roerende nalatenschap, noch op den toestand ten opzichte zijner schuldeischers van den onderhoorige der Verdragsluitende Partijen, welke in staat van failliet is verklaard op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij, daar deze aangelegenheden voor afzonderlijke overeenkomsten voorbehouden zijn.

III. WAT BETREFT ARTIKEL 6.

a) Aangezien de voortbrengselen opgesomd in artikel 6 van de Verdragsluitende Partijen afkomstig moeten zijn, zullen de Douaneoverheden het recht hebben de overlegging van getuigsschriften van oorsprong te eischen.

B) Aangezien artikel 6 van dit Verdrag aan de voortbrengselen van den grond en van de nijverheid der Verdragsluitende Partijen de behandeling der meest begunstigde natie verleend, stellen de beide Verdragsluitende Partijen vast dat het invoeren wegens den lagen stand der wisselkoersen van supertaxen of van coëfficiënten van vermeerdering der invoerrechten gelegd op de voortbrengselen van den grond of van de nijverheid der andere Partij, welke niet op al de andere landen zouden toegepast worden, in strijd zou zijn met den geest van dit Verdrag.

IV. — WAT BETREFT ARTIKEL 11.

De Belgische Regeering zal, overeenkomstig de Belgische wetgeving op de landverhuizing, aan de Poolse landverhuizers, zoowel in het Koninkrijk als op de schepen die landverhuizers zullen innemen, dezelfde bescherming verzekeren als die zij aan de Belgische landverhuizers verleent.

Zij verbindt zich bovendien er voor te zorgen dat op elk schip hetwelk op de haven van Antwerpen vaart en Poolse landverhuizers vervoert, zich een door de Belgische overheden van den Dienst der Landverhuizing goedgekeurde tolk bevindt.

V. — OVERBRENGING VAN GELDEN.

Zoolang in Polen de beperkende maatregelen op den uitvoer van kapitalen zullen gehandhaafd worden, zal Polen aan de Belgische maatschappijen of firma's of de Poolse maatschappijen of firma's waarin Belgisch kapitaal betrokken is, welke in Polen een nijverheid of een handel uitoefenen, toelaten de sommen die zij noodig zullen hebben voor de betaling hunner

dividenten, coupons van obligaties of van aandeelen, interesten en voor de terugbetaling van leeningen of van andere schulden vrij uit Polen uit te voeren.

De aldus toegelaten uitvoeren van kapitalen zullen geschieden onder het toezicht van den Minister van Financiën van Polen.

H. JASPAR,
L. SOBANSKI.

